

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 74

Bulletin d'information de la  
**Gauche Républicaine**

## A SAVOIR

### SOUTIEN A REDEKER.

*Menacé de mort par des groupes islamistes suite à la publication d'une tribune libre dans le Figaro, le philosophe et enseignant Robert Redeker vit caché depuis plus de trois semaines. Cette atteinte très grave à l'intégrité d'un citoyen français survient alors que l'opéra de Berlin a renoncé à présenter Idomeneo, une œuvre de Mozart, au motif qu'elle pourrait susciter des réactions hostiles de certains musulmans... Bonjour le courage ! La Gauche Républicaine s'insurge contre les agissements d'une minorité fanatique et appelle tous les démocrates à défendre la laïcité et la liberté de conscience, sur lesquelles s'est construite notre République. La GR demande au gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection de Redeker, de sa famille et de ses biens.*

### SAUVONS LA RECHERCHE.

*Le collectif de chercheurs du même nom a organisé son université d'automne le 29 septembre. Il avait invité les présidentiables déclarés à venir exposer leurs intentions à l'égard de la recherche scientifique en France, exsangue depuis plusieurs d'années par manque de crédits. Se sont particulièrement fait remarquer... les absents, à savoir Nicolas Sarkozy, qui n'a pas daigné répondre à l'invitation, ainsi que Ségolène Royal et Dominique Strauss-Kahn, qui se sont excusés en invoquant des « obligations d'agendas ». Des séances photo, peut-être ?*

### HEDGE FUNDS.

*Les fonds spéculatifs, presque toujours domiciliés dans des paradis fiscaux, ont vu leurs actifs grimper de 520 milliards de dollars en 2000, à 1 540 milliards au premier semestre 2006 ! Plus de 1 000 milliards sont investis sur le marché financier américain, où l'on se souvient que l'effondrement de l'un d'entre eux, LTCM, en 1998, avait failli provoquer un krach. A Wall Street, les hedge funds effectuent environ 40% du montant total des transactions boursières.*

## EDITO : RELANCER LA FRANCE

Comment va la France ? Ni anodine, ni incongrue, la question sera souvent posée d'ici aux élections de 2007. D'autant que depuis quelques années, des « déclinologues » établissent un diagnostic sans appel, qui fait apparaître l'Hexagone comme l'homme malade de l'Europe, pour mieux prescrire une purge libérale dont l'administration serait bien sûr confiée au docteur Sarkozy...

Principal exposant de ce courant de pensée, Nicolas Baverez commence par dresser, dans « La France qui tombe » (publié en 2003), un constat accablant et hélas incontestable. Citons, en vrac, un taux d'emploi de la population active notoirement insuffisant (58% contre 75% aux Etats-Unis) ; la fuite de l'épargne nationale, que ne compense pas les placements étrangers en France ; la préférence pour la rente au détriment de l'investissement productif ; de nombreuses délocalisations industrielles, avec comme corollaire le basculement vers l'étranger des centres de décision des grandes entreprises ; l'appauvrissement de la recherche et de l'enseignement supérieur ; sans parler du délabrement institutionnel auquel a abouti le quinquennat de Chirac...

La liste est longue des maux qui accablent notre pays, mais Baverez se garde d'en cibler l'origine : la mondialisation financière. Tout à sa vision réactionnaire de notre histoire nationale, il fait remonter à la Révolution l'amorce du « déclin français ». Comme quoi Maurras aussi peut apporter de l'eau au moulin sarkozyste !

Il n'empêche : au-delà des querelles d'interprétation, la crise multiforme qui frappe notre pays est bien réelle. Depuis la publication du livre de Baverez, les émeutes de novembre 2005 sont venues souligner les difficultés d'intégration des jeunes issus de l'émigration, dans un contexte marqué par le chômage et le manque de qualification. Récemment, c'est une étude de l'Insee qui révélait que la vaste catégorie sociale englobée sous le terme « employés » avait subi une perte de pouvoir d'achat de 0, 2% par an en moyenne au cours de la dernière décennie. Ce qui nous ramène à une autre statistique que nous citons régulièrement dans ce bulletin : depuis les années 80, la part des salaires dans la richesse nationale a chuté de 10 points, tandis que la part des profits augmentait d'autant.

Mais s'ils pointent en partie les manifestations du « mal français », les déclinologues restent muets sur les atouts, eux aussi bien réels, que possèdent notre pays et sur lesquels il peut s'appuyer pour relancer un cycle de développement dans tous les domaines. Cette renaissance, il est vrai, serait à cent lieues du démantèlement du pacte républicain prescrit par les libéraux.

Ces atouts, il n'est guère étonnant que Baverez et Cie ne veulent pas les voir, car ils ont grandi à l'ombre de la République, à commencer par une infrastructure de services publics qui a valu il y a peu à notre pays d'être distingué dans une étude internationale menée auprès

d'investisseurs de tous les continents, et dont Combat Républicain s'est fait l'écho. Autre atout, à titre d'exemple : notre démographie, qui doit autant aux naissances, dont le taux est l'un des plus élevés d'Europe, qu'à la naturalisation des immigrés, dont le taux est lui aussi infiniment supérieur à celui des autres nations du vieux continent. N'oublions pas non plus le développement culturel de notre pays, son savoir-faire dans de nombreux domaines, de l'aéronautique à l'agro-alimentaire, ainsi que les points d'appui qu'il peut trouver de part le monde, en héritage de son histoire, mais plus nombreux encore s'il trouve l'audace de jouer un rôle de premier plan dans la lutte pour un nouvel ordre mondial.

Ne nous y trompons pas : les prochaines échéances électorales détermineront l'orientation à long terme de notre pays. Dans la logique du capital financier, la France doit s'aligner sur le monde qu'il a placé sous sa coupe ; cela implique de parachever la liquidation des

acquis sociaux et des services publics menée sous les gouvernements Raffarin et Villepin ; cela oblige aussi à renoncer à toute posture indépendante sur la scène internationale et à faire acte d'allégeance à l'Empire, comme l'a fait Sarkozy lors de son récent voyage aux Etats-Unis.

Mais l'abaissement de notre pays et le délitement du pacte républicain ne sont pas fatals. Si la gauche en a la volonté politique, elle peut tracer la voie qui permettra de relancer la France. Encore faut-il qu'elle aborde le débat de fond, devant les citoyens, plutôt que de livrer le misérable spectacle du bal des égos. Pour relancer la construction européenne, la France doit d'abord se ressourcer à ses idéaux républicains, définir dans ses frontières la politique économique et sociale sur la base de laquelle elle pourra négocier avec ses partenaires. Que 2007 marque la relance de la France républicaine ! Il est plus que temps.

### **HUMEUR. « VIVRE SA CROYANCE EN PAYS LAÏQUE ». Extraits du livre « Qu'est-ce que la laïcité ? », de Henri Pena-Ruiz. D'une brûlante actualité...**

La question se pose donc de savoir si la laïcité est acceptable d'un point de vue religieux, comme de tout autre point de vue engageant une certaine conception de la vie spirituelle. L'enjeu est décisif : penser les conditions de possibilité d'une communauté politique capable de faire droit simultanément aux légitimes exigences de la conscience religieuse et de la démarche spirituelle qui l'accompagne, aux autres formes de spiritualité comme les humanismes athées, et bien sûr aux nécessités de l'organisation politique.

On remarquera que les besoins spirituels de la vie humaine peuvent d'ailleurs évoluer, tant dans leurs modalités que dans leurs orientations. Ils n'impliquent aucun monopole des religions traditionnelles. Mais une lecture scientiste du rationalisme des Lumières ne peut évidemment les satisfaire, d'autant que les détresses du monde moderne en ont brouillé l'image en raison d'amalgames hâtifs qui semblent les disqualifier ou du moins souligner leur insuffisance.

Le souci d'un monde commun à tous, compris dans son unité, doit alors être assumé de telle façon que les tenants des différentes options spirituelles se respectent mutuellement dans leur liberté de croire et de penser. Le respect s'adresse alors à la personne et pas nécessairement au contenu de ses croyances, qui doit pouvoir faire l'objet d'une libre discussion, voire d'une vive critique. C'est un certain statut de la croyance qui est ici en jeu. Respecter les croyants, en leur liberté de croire, ce n'est pas nécessairement respecter leurs croyances, sauf si l'on entend rétablir la censure qui conduisit Diderot à la Bastille, au nom du « religieusement correct ». De même, respecter la

liberté de dérision et de provocation des écrivains, cela ne veut pas dire respecter le contenu de leurs propos. Ceux-ci peuvent en effet être scandaleux, sans pour autant requérir l'action de la justice. Salman Rushdie et Houellebecq ont parfaitement le droit d'ironiser sur l'islam, comme Voltaire sur l'« Infâme » qu'était pour lui le catholicisme oppressif.

*in « Qu'est-ce que la laïcité ? »,  
pages 80 – 81,  
éditions folio actuel.*

#### *Encart publicitaire*

**formation  
& citoyenneté**

est une association agréée pour la formation des élu-e-s territoriaux. Elle s'inscrit dans la mouvance de la gauche progressiste, citoyenne et écologiste pour la recherche de convergences vers une alternative politique. Les formations dispensées associent approche conceptuelle, acquisition de savoirs et réflexion critique sur les pratiques. En plus des formations programmées, Formation et citoyenneté, peut répondre à des commandes de collectivités, de groupes ou d'associations d'élu-e-s.

Siège administratif : 21ter Rue Voltaire 75011 Paris Tel : 0143790923 Fax : 0143793209

Web : [www.formationcitoyennete.org](http://www.formationcitoyennete.org)  
courriel : [contact@formationcitoyenneté.org](mailto:contact@formationcitoyenneté.org)